



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération – 93200 – Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr



Saint-Denis, le 12 juillet 2014

10 jours de désinformation et ça continue !

Les cheminot-es ont fait grève massivement pendant 10 jours et pour certain-es encore plus. Pendant la grève, les médias, le Gouvernement, la Direction de la SNCF, ont matraqué les grévistes, certaines personnalités politiques ont même proférées des insultes grave à l'égard de celles et ceux qui se battent pour l'intérêt général. Sur 577 députés seulement une poignée ont discuté des amendements à cette loi, dont le seul objectif est de totalement libéraliser le rail. Où étaient tous les autres ? En grève ? En vacances ? Pas intéressés ?

Si nous luttons, nous gagnons !

Les cheminot-es en lutte ont été confrontés à une campagne de dénigrement sans précédent. Toutes les manœuvres politiques ont été utilisées pour opposer les cheminot-es à l'opinion publique, sans jamais évoquer le fond du sujet : la loi que proposent le gouvernement et la direction de la SNCF. Les syndicats SUD-Rail et CGT ont réclamé un débat télévisé avec des représentants du gouvernement et de la direction de la SNCF pour s'expliquer et démontrer que cette réforme va à l'encontre de l'intérêt des usagers et du service public ferroviaire. Gouvernement et direction SNCF ont refusé ! Les grands médias nationaux ont persisté dans la diffusion d'une désinformation et d'une propagande honteuses visant à

discréditer les travailleur-euses en lutte ! Ce projet de loi de séparation des activités ferroviaires aggrave la réforme qui a créé RFF (Réseau Ferré de France) en 1997 et allait déjà au-delà des directives européennes ! Le seul but pour le gouvernement : « être le bon élève zélé de l'Europe ». Comme pour La Poste, EDF/GDF, France-Télécom, la sidérurgie française, le transport aérien, les intermittents du spectacle, les avocats, les taxis, les ambulanciers, le tissu industriel dans sa globalité,... le gouvernement frappe des catégories sociales qui souffrent déjà et continue de reculer devant la finance et le grand patronat.

Socialiser les pertes, privatiser les bénéfiques, voilà le socle de ces politiques qui nous plongent tous et toutes dans des pertes de droits en cascades. L'Accord National Interprofessionnel, signé entre la CFDT et le MEDEF, devenu loi de sécurisation de l'emploi, impose à tous les salariés français des régressions sociales ! Mobilité forcée, licenciements facilités, mutuelles imposables... C'est désormais aux cheminot-es de partager l'abaissement social pour tous !

Diviser la SNCF en 3 entreprises ne constitue pas une ré-intégration ! Les cheminot-es et les usagers vont continuer à payer le prix fort ! C'est déjà le cas depuis plusieurs années : incidents, dysfonctionnements, accidents... Le prix des billets augmente ? Ce n'est qu'un début ! La réforme que le gouvernement impose en force ne règle pas la question de la dette ferroviaire de 40 milliards d'euros ! Cette dette, ce n'est pas celle des usagers et des cheminot-es, mais celle du développement du ferroviaire depuis plus de 40 ans. Pourtant, nous allons tous et toutes la payer, les cheminot-es par la casse de leur statut, par la déréglementation et

le dumping social, les usagers par le prix des billets ! Le gouvernement ne l'a pas crié sur les toits, mais il va se désengager financièrement, les dotations vont baisser pour les collectivités en charge des transports du quotidien (TER et RER). En 16 ans les péages ferroviaires ont rapporté 40 milliards d'euros à RFF sans permettre d'éponger 1 centime de cette dette insoutenable ! L'Allemagne a fait le choix d'effacer l'ardoise de la dette de la DB dès 1994, contrairement à la France qui, en 1997, faisait une mauvaise réforme sous un gouvernement de gauche !

UNE AUTRE REFORME EST POSSIBLE, les syndicats SUD-Rail le disent depuis 1996 ! S'appuyant sur de nombreuses analyses du système ferroviaire, sur la nécessité de maintenir un haut niveau de sécurité dans un chemin de fer efficace, une réforme intégratrice est possible, mais ce n'est pas le choix qui a été fait !

Le Gouvernement Hollande ne négocie pas avec les travailleur-euses !

Il n'y a eu aucune négociation ! Dans la série des mensonges répétés en boucle, il n'y a eu que des auditions sans aucun débat. Peu importe ce que peuvent penser les cheminot-es, les experts ferroviaires, les économistes sérieux,... le choix de cette réforme résulte d'une volonté de libéralisation qui ne tient pas compte des obligations de service public et d'intérêt général ! La Fédération SUD-Rail l'affirme, il n'y a jamais eu un seul processus de discussion et de négociation ouvert sur ce sujet ! Il n'y a pas de dialogue social, mais une mascarade qui vise à tromper le grand public ! SUD-Rail-CGT-UNSA ont élaboré dès le début 2014 une plateforme unitaire, la CFDT s'est, comme pour la loi anti-sociale de dés-sécurisation de l'emploi, immédiatement agenouillée face au patronat et au gouvernement, l'UNSA a fait volteface au dernier moment, signant avec la CFDT un accord, mis en scène devant les caméras et les photographes, alors que les cheminot-es luttent pour rétablir une vérité de plus en plus difficile à faire entendre dans notre pays.

Tous responsables ?

Membres du gouvernement et députés ne risquent rien ! Ils peuvent entériner tous les reculs sociaux, ils n'ont à assumer leurs choix face aux Français que tous les 5 ans ! Une seule chose compte, servir son groupe parlementaire, ce qui leur semble plus important que servir les intérêts de celles et ceux qui les élisent ! Les députés « frondeurs » s'effondrent et rentrent dans le rang, beaucoup d'élu-es ne prendront pas le risque de perdre un mandat qui peut durer des décennies ! Ce sont ces personnes qui, dans ce système politique, se permettent pour certain-es de proférer, contre des salarié-es qui luttent, des jugements dépréciatifs et de les stigmatiser pour leurs soi-disant privilèges...

Etre livré à la concurrence, ce n'est pas être préparé à la concurrence !

Les systèmes ferroviaires libéralisés sont tous des exemples d'échec et de dérives ; ils génèrent des coûts supplémentaires pour les utilisateurs ou les contribuables. Les usagers payent la facture de la dérèglementation, comme en Angleterre où le prix du billet est parmi les plus cher au monde. La Suède a vécu une réforme semblable à celle que veut imposer le gouvernement néolibéral Hollande ! Les cheminot-es suédois sont en grève depuis plus de deux semaines, la population les soutiens à 70 %, tellement le niveau de qualité du transport a baissé, entraînant des dysfonctionnements graves !

Dire la vérité, c'est déjà lutter !

La création de RFF a généré des dépenses inutiles, notamment en doublant les postes sur les fonctions communes à SNCF et RFF, ce qui représente 1,5 milliard d'euros par an (sommes qui auraient pu être utilisées à l'entretien du réseau par exemple) !

La future loi prévoit 3 établissements publics au lieu de 2, ce qui préfigure une future privatisation des parties les plus rentables du système ferroviaire, comme lors de la privatisation des autoroutes ! Est-ce là une réunification ? Une autre réforme est possible et nous le démontrons : **ré-intégrer la SNCF sous la forme d'une seule entreprise**

publique tout en respectant les directives Européennes, c'est possible. Organisations syndicales et associations d'usagers alertent sur cette situation depuis bien longtemps ; il est regrettable qu'elles n'aient pas été entendues. La recherche effrénée de productivité, le manque d'investissements pour la maintenance du réseau Ferroviaire ne doivent pas remettre en cause la sécurité du réseau et nos missions de service public. **Nous n'avons pas l'intention de baisser les bras !**